

31 Octobre 2013

Communiqué de presse

Baromètre Generali-CSA : la moitié des dirigeants pense que le développement durable favorise la compétitivité

Le 3^{ème} baromètre Generali / CSA, publié le 30 octobre en vue du 3^{ème} Parlement des Entrepreneurs d'avenir (les 5&6 novembre au CESE*), montre que la crise économique reste très présente dans l'esprit des entrepreneurs en France (67% disent qu'elle est devant eux). Toutefois, cette crise ne semble pas altérer l'engagement des dirigeants d'entreprise. En effet un dirigeant sur deux considère que la mise en place d'actions environnementales, sociales et sociétales favorise la compétitivité de son entreprise.

Le développement durable : facteur de productivité en temps de crise

Les entrepreneurs se disent globalement tous affectés par la crise, et la grande majorité d'entre eux, sont plus pessimistes quant à l'avenir qu'en 2011. 67% d'entre eux pensent que la crise est devant eux (+32% par rapport à 2011). Voilà pourquoi 50% des entrepreneurs privilégient les actions qui permettent de réduire les coûts de l'entreprise : gestion des déchets (81%), réduction des consommables (80%), réduction des consommations d'énergie (68%).

Certes 68% reconnaissent que la crise limite leur capacité à s'engager sur les considérations environnementales, sociales et sociétales, mais un dirigeant sur deux considère que la mise en place de ce type d'actions favorise la compétitivité de son entreprise. Les entrepreneurs ont bel et bien pris conscience que l'engagement pour le développement durable est un investissement pas une dépense : ils sont 80% à s'engager sur ces enjeux, convaincus qu'ils sont un facteur de performance économique pour l'entreprise (+15% par rapport à 2011).

On observe aussi qu'ils intègrent de plus en plus les actions environnementales, sociales et sociétales dans la stratégie de leur entreprise (59%, +16% par rapport à 2011) et s'engagent personnellement sur ces problématiques, puisque 81% des dirigeants sont directement impliqués dans la prise en charge de ces problématiques.

Parmi les principales préoccupations des dirigeants on trouve ainsi la santé et la sécurité des consommateurs (72%) ainsi que les bonnes conditions de travail des salariés (72%). Quand à l'intérêt pour les achats responsables (+17% vs 2011) ou la lutte contre le chômage et la précarité (+10% vs 2011), ils progressent fortement.

Selon Bernard Sananès, Président Directeur Général de CSA « *la démarche RSE obéit souvent à une double mécanique, motivée à la fois par les opportunités perçues (économies, image, réputation...) et les contraintes (réglementations). Par ailleurs, on observe que les engagements les plus fédérateurs sont ceux qui concernent l'individu, le salarié, ceux qui ne s'éloignent pas trop du prisme de l'entreprise. La démarche RSE est ainsi de plus en plus en lien avec le secteur de l'entreprise et les enjeux liés à ses métiers. C'est d'ailleurs ce qui fait sa légitimité.* »

Un engagement développement durable orienté vers l'efficacité

La crise a contraint les entrepreneurs à penser leur investissement pour le développement durable en fonction des contraintes de gestion des coûts et de productivité. Ainsi leurs premières démarches poursuivent ce double objectif : la gestion des déchets et effluents (81% vs 75% en 2011), la réduction des consommables (80% vs 67% en 2011), le recyclage des produits (77% vs 68% en 2011) : des actions qui servent l'environnement mais génèrent aussi des économies de fonctionnement.

« *L'efficacité du développement durable est clairement comprise par les entrepreneurs et la crise, nécessitant plus de marge de manœuvre pour les entreprises, accélère le mouvement vers les économies liées à la gestion raisonnée des ressources de l'entreprise* », souligne Jacques Huybrechts, fondateur du Parlement des Entrepreneurs d'avenir.

Mais il faut aussi noter que 50% des entrepreneurs considèrent que l'engagement des salariés sur ces problématiques est une motivation majeure et donc un facteur de productivité.

Les dirigeants attendent des outils de mesure voire des certifications/labellisations

Pour 25% des dirigeants d'entreprise, la mise en place d'un processus d'évaluation au sein de leur société est déjà effective et plus de 33% d'entre eux s'engagent dans ces démarches avec la volonté d'obtenir une certification ou un label, soulignant l'importance de retour sur investissement pour les entrepreneurs.

Par ailleurs, on note que la réduction et la prévention des risques ainsi que l'amélioration de l'image sont considérées comme étant des motivations très importantes par 7 dirigeants sur 10.

Pour Stéphane Dedeyan, membre du Comité de Direction Générale en charge de la direction de l'épargne patrimoniale, du développement et de la distribution, « *ce baromètre, qui existe depuis 2008, nous montre qu'en 2013 la RSE est devenue un levier de performance et de création de valeur, dans un contexte de transformation que certains appellent la crise. En tant qu'assureur nous ne pouvons que nous réjouir de cette implication forte des entreprises dans une politique de développement durable et de maîtrise des risques. Pour autant la RSE n'est pas un « graal », c'est un chemin de progrès sur lequel Generali compte accompagner les entreprises et faire sa part en tant qu'assureur par l'évaluation, la prévention et la maîtrise des risques.* »

(*) CESE : Conseil économique social et environnemental

Méthodologie : Enquête réalisée par téléphone (du 11 au 22 mars 2013) auprès d'un échantillon représentatif de 404 dirigeants / collaborateurs décisionnaires en entreprises PME-PMI de 20 à moins de 500 salariés et ayant une activité en France. L'échantillon a été construit selon la méthode des quotas selon les secteurs d'activité et le nombre de salariés de l'entreprise. Afin d'être représentatifs des PME-PMI de 20 à moins de 500 salariés, les résultats d'ensemble ont été obtenus en remettant à leur poids réel chacune de ces variables.

A propos du Parlement des Entrepreneurs d'Avenir

Le 3ème Parlement des Entrepreneurs d'avenir qui se réunira les 5 et 6 novembre au Conseil économique social et environnemental (CESE), rassemblera plus de 1500 chefs d'entreprises, associations, individus, rassemblés pour répondre à la question : « Et si l'entreprise avait les solutions ». Ouvert par Anne Hidalgo et clos par Nathalie Kosciusko-Morizet, 75 personnalités du monde de l'entreprise partageront au cours d'une quinzaine de tables rondes, les solutions qui leur semblent les meilleures pour apporter des réponses aux défis de demain pour construire l'économie du futur. Sont attendus, Martin Bouygues (Groupe Bouygues), Jean-Paul Bailly (Groupe La Poste), Claude Tendil (Generali), Françoise Gri (Pierre&Vacances), mais aussi de nouveaux entrepreneurs qui ont créé leur entreprise avec la conviction que développement durable (RSE) et performance économique n'étaient pas antinomiques, bien au contraire, citons Charles Kloboukoff (Léa Nature), Emmanuel Druon (Pochéco), Michel Hervé (Groupe Hervé)...

A propos des Entrepreneurs d'Avenir

Les Entrepreneurs d'avenir sont les acteurs et les ambassadeurs d'un nouveau modèle pour l'entreprise et la société. Le réseau offre à ses 700 membres, dirigeants d'entreprise, un cadre de réflexion, d'action et de progression ainsi qu'une plateforme de liens et d'échanges pour communiquer sur leurs bonnes pratiques en matière de responsabilité sociétale. Les entrepreneurs conscients de la nécessité d'entreprendre autrement ont toute leur place au sein du réseau. Plus d'information sur www.entrepreneursdavenir.com.

« Entrepreneurs d'avenir » est soutenu depuis 2009 par Generali, assureur engagé en matière de RSE et de Développement durable. En 2013, le Parlement bénéficie aussi du soutien du groupe Bouygues Télécom, du groupe La Poste, de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise et de l'Energie (Ademe) et du Conseil économique social et environnemental (CESE).

A propos de Generali France

Generali France est aujourd'hui l'un des principaux assureurs dans l'Hexagone. Le chiffre d'affaires de la Compagnie dont l'implantation en France remonte à 1832, atteint 13,8 milliards d'euros en 2012. Generali France s'appuie sur plus de 10 000 collaborateurs et agents généraux pour offrir des solutions d'assurances à 6 millions de clients, particuliers ou bénéficiaires de garanties dans le cadre de leurs activités, ainsi que 800 000 entreprises et professionnels. Plus d'informations sur www.generali.fr, www.generation-responsable.com

A propos de CSA, Institut d'études et de conseil

Spécialiste des études de marché et d'opinion, CSA accompagne depuis près de 30 ans entreprises et institutions dans le pilotage de leurs choix stratégiques grâce à des solutions d'études sur-mesure et immédiatement opérationnelles. Son expertise multisectorielle et sa maîtrise des méthodologies qualitative et quantitative permettent à ses experts, analystes des opinions et des comportements, d'aller toujours plus loin dans la mise en perspective et le décryptage des évolutions sociétales. Cette capacité d'analyse est renforcée par sa forte intégration. L'Institut est structuré autour de pôles d'expertise : Banque Finance Assurance, Services Mobilité Telecom, Consumer, Santé, Media Publicité Nouvelles Technologies, Opinion Corporate, et d'activités transversales: Conseil, Planning stratégique Nouvelles Tendances, Quali. CSA maîtrise toute la chaîne de production, garantissant ainsi l'efficacité des études au service de la décision. Filiale du Groupe Bolloré, CSA est dirigé par Bernard Sananès, Président depuis décembre 2010. www.csa.eu

Pour vous inscrire au 3^{ème} Parlement des entrepreneurs d'Avenir :

<http://www.entrepreneursdavenir.com/pea/page/-/code/parlement.2013.programme>

Pour suivre Entrepreneurs d'Avenir sur Twitter : <https://twitter.com/EntrepreneurAv>

Pour suivre le 3^{ème} Parlement des Entrepreneurs d'Avenir sur Twitter : [#EA2013](https://twitter.com/EntrepreneurAv)

Retrouvez toute l'actualité des Entrepreneurs d'Avenir sur leur blog :

<http://www.entrepreneursdavenir.com/blog/blog>

Contacts presse

Entrepreneurs d'avenir

13, rue de Grenelle

75007 PARIS

Tél : 01.45.44.51.75

contact@entrepreneursdavenir.com

Agence **Ozinfos** – 01 42 85 47 27

entrepreneursdavenir@ozinfos.com

Nicolas Trinquier : 06 27 26 49 64

Timothée Lenoir : 06 15 55 00 65

Generali :

Hervé Gallet

01 58 38 10 11 / 06 29 92 51 16

hgallet@generali.fr

Institut CSA :

Léda Bontosoglou

Responsable communication

01.57.00.58.50

leda.bontosoglou@csa.eu